

dessous des leurs pour pouvoir vendre, il se produira sans doute une réaction de leur part?—R. Je ne prétends pas parler au nom des États-Unis, mais je crois qu'ils se rendent compte qu'il faut que nous vendions notre blé; ils comprennent notre situation. Ils savent bien que la question de prix est notre seul recours dans un grand nombre de ces ventes, et que dans les régions dont nous avons parlé nous devons vendre notre blé à des prix inférieurs aux leurs. En outre, nos relations avec les États-Unis en ce qui concerne cette question de vente du blé ont été, jusqu'ici, des plus satisfaisantes.

D. J'ai été bien intéressé d'apprendre que vous vendiez du blé à 35 cents le boisseau en certains endroits des États-Unis, c'est-à-dire sur les marchés américains.—R. Pas aux États-Unis.

M. Ross: Il s'agit d'une formule visant à baisser les prix d'autant en-dessous des autres?

Le TÉMOIN: J'avoue que toute cette discussion rendra peut-être un peu plus difficile la vente de notre blé.

Le PRÉSIDENT: Je commence à m'en inquiéter.

Le TÉMOIN: Je veux bien répondre aux questions, mais après tout, nous avons du blé à vendre et il ne faut pas gaspiller tous nos atouts.

*M. Wright:*

D. Je crois qu'il est juste de faire observer que si les États-Unis avaient réellement poussé la vente de leurs surplus de blé sur le marché mondial, le blé canadien se serait vendu avec beaucoup plus de difficulté.—R. C'est très juste.

D. Il me semble que les États-Unis ont joué assez franc jeu avec nous dans une situation difficile, qui dure depuis un an ou deux.—R. Je suis tout à fait de cet avis.

D. Je crois que cette observation est opportune.—R. J'espère que rien de ce que j'ai dit ne sera interprété comme une critique à l'adresse des États-Unis. Je ne fais que répondre aux questions.

D. Je ne erois pas que ce que vous avez dit puisse être interprété dans ce sens; je tenais simplement à faire remarquer la chose. Il est évident que si les États-Unis avaient cherché à accaparer le marché mondial au moment où ils disposaient de 500 millions ou d'un milliard de boisseaux de blé et où ils étaient en mesure d'offrir à certains pays des crédits illimités, il eût été très difficile pour le Canada de vendre son blé.—R. La question est qu'ayant acheté le blé à des prix très élevés, plus leurs prix de vente seront bas, plus leur déficit sera considérable. Ce sont des gens pratiques et ils essayent naturellement d'obtenir des prix aussi avantageux que possible.

J'en ai déjà fait la remarquer hier. Que les États-Unis préfèrent encourir un déficit à l'extérieur sous forme de dons à d'autres pays ou utiliser leurs fonds pour l'application de leur politique de stabilisation dans leur pays, c'est là une question de politique intérieure. Je crois, d'après ce que j'ai pu observer, qu'ils préfèrent faire figurer des pertes dans leurs affaires avec les autres pays plutôt que de les rattacher à leur politique de stabilisation. Voilà pourquoi ils payent des prix assez élevés.

M. Ross: Les États-Unis ont été plus que généreux à notre égard, lorsqu'en vertu du plan Marshall, ils ont prêté des fonds à l'Angleterre pour lui permettre d'acheter notre blé. Nous devrions leur en être très reconnaissants.

Le TÉMOIN: C'est très juste.